Classes défense = marche à la guerre ?



1- "Rallye citoyen" à Tournon, avril 2026 (Le Dauphiné Libéré du 02/04/2026)

Dans l'enseignement secondaire, et même maintenant dans le primaire, l'armée organise avec le ministère de l'Education nationale l'intervention et l'encadrement direct de militaires dans les classes et les établissements.

Est-ce vraiment le rôle de l'école ?

Depuis plusieurs années la politique internationale est orientée vers une véritable marche à la guerre, qui rappelle la période d'avant 1914 : dans la conquête des matières premières et des marchés, l'asservissement et la saignée brutale des populations. Jusqu'où les sommets économiques et politiques veulent-ils aller ? *« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels »* (Anatole France, 1922).

En France, le 13 juillet 2025, Macron a déclaré qu'il faut ***« réarmer les esprits »***. Dans cet objectif, le budget de l'Education nationale et des services publics est détourné au profit de l'armée, comme dans les pays de l'Union Européenne.

Il n'y a pas d'argent ?... Sauf pour préparer les Français à la guerre.

Nous devrions « accepter de perdre nos enfants » ?

C'est ce que déclare le 19 novembre 2025 au congrès des maires le général Mandon, chef d'Etat-Major des armées. Macron renchérit le 13 juillet 2026 : ***« Nous devons défendre la liberté et le droit, au prix du sang s'il le faut »***.

Que fait-on dans les classes défense, chez les cadets de la défense, les cadets de la gendarmerie, et dans les rallyes citoyens ?

Il y avait 160 classes défense en 2016, Macron en a fait porter le nombre à 500 en 2023 et plus de 1 200 en 2025. On y initie des jeunes à une préparation militaire :

> parcours du combattant, habillage en équipements de combat, combat à mains nues, reconnaissance en véhicules blindés, évacuation de blessés du front sur branchages, simulation de tirs, visite de chars, maniement d'armes, enquêtes policières et jugements ; suivi des blessés et des morts, lever des couleurs, cérémonies militaires, visites des établissements militaires et lieux de bataille, célébration des combats des unités militaires tels les Spahis ; concours de valorisation des classes défenses.

Toutes ces actions visent à préparer à la guerre et à la mort.

En Drôme et Ardèche, où et avec qui ?

Dans au moins 30 établissements scolaires d'Ardèche et de Drôme, l'encadrement de l'armée se fait directement auprès d'un millier d'élèves. Dans chacun de ces établissements: une classe défense mais tous les autres élèves sont confrontés à la présence des militaires.

Comment peut-on accepter que l'Education Nationale se mette ainsi au service de l'armée ?

Pour la rupture de chaque convention entre l'armée et chaque établissement scolaire

Nous, citoyens, parents et associations de parents d'élève, enseignants et syndicats d'enseignants et de personnels, élèves et organisations lycéennes, nous refusons que continue cette militarisation.

Cette marche à la guerre doit être bloquée, chaque conseil d'administration d'établissement scolaire doit annuler la convention qui le lie à l'armée.

Intervention de l'armée relevées dans les établissements scolaires en Drôme et Ardèche :

Annonay - lycée Boissy-d'Anglas – Gendarmerie, collège La Lombardière - 2ème rallye citoyen, collège Les Perrières - 2ème rallye citoyen ; **Aubenas** - collège de Jastres - 3ème rallye citoyen, collège Roqua - 3ème rallye citoyen ; **Guilherand-Granges - classe défense - collège Charles de Gaulle - 1er régiment Spahis** ; **La Voulte** - collège Les trois vallées - cadets défense ; **Le Cheylard - classe défense - lycée des deux Vallées - base navale Toulon** ; **Privas - projet mémoire-histoire-défense - lycée Polyvalent Vincent d'Indy**, collège Bernard de Ventadour - 1er rallye citoyen, collège du Sacré Coeur (catholique) - 1er rallye citoyen; **Saint-Péray** - collège de Crussol - cadets défense - 1er régiment Spahis ; **Tournon - classe défense - lycée Marius Bouvier - 7ème régiment Matériel**, collège Marie Curie - 4ème rallye citoyen, collège Notre Dame (catholique) - 4ème rallye citoyen, collège Saint Louis (catholique) - 4ème rallye citoyen ; **Vernoux en Vivarais - classe défense - collège docteur Pierre Delarbre - 1er régiment Spahis** ; **Bourg-de-Péage - classe défense - collège de l'Europe - base de Toulon, classe défense - collège Les Maristes (catholique) - 1er régiment Spahis** ; **Chabeuil** - collège François Gondin – GAMSTAT ; **Montélimar** - collège Gustave Monod - cadets sécurité civile ; **Romans - classe défense - collège Étienne Jean Lapassat - GAMSTAT Chabeuil, classe défense - lycée Saint Maurice (catholique) - GAMSTAT Chabeuil** ; collège Étienne Jean Lapassat - cadets sécurité civile ; **Valence - classe défense - collège Paul Valéry - 1er régiment Spahis, classe défense - lycée Montplaisir (catholique) - 1er régiment Spahis**, collège Marcel Pagnol - ONaCVG 11 novembre, collège Saint Victor (catholique) - GAMSTAT Chabeuil, lycée Algoud-Laffemas - ONaCVG ambassadeurs de la paix, lycée Amblard – ONaCVG

CONTRE LA GUERRE

Pour la rupture de chaque convention entre l'armée et chaque établissement scolaire

Nous, citoyens, parents et associations de parents d'élève, enseignants et syndicats d'enseignants et de personnels, élèves et organisations lycéennes, nous refusons que continue cette militarisation.

Cette marche à la guerre doit être bloquée, chaque conseil d'administration d'établissement scolaire doit annuler la convention qui le lie à l'armée.

32 premiers signataires : Franck ARRECOT, LFI, Valence ; Fatima BOUAIT, Valence ; Manal BOUKILI, Valence ; Huguette BOURRON, enseignante retraitée, Valence ; Joëlle CHAPUS, Montclar sur Gervanne ; Dominique CHEVALIER, Valence ; Julie DAUBRESSE, LFI, Valence ; Gladys DEMET, AFPS 07/26, Valence ; DOCAMANE, Valence ; Ayline ECE, AFPS, Chabeuil ; Ismahan ECE, AFPS, Chabeuil ; Alain GUYON, Montclar sur Gervanne ; Annie LAFARGE, LFI, Valence ; Martine LARMAGNAC, AFPS 07/26, Valence ; Pierrik LE GUENNEC, LFI / POI, syndicaliste, LP, Valence ; Naïma LOUNI, GEP LFI, syndicaliste, Valence ; Stephane MAGNIN, Valence ; Christophe MARCONNET, Beauregard-Baret ; Séda MELIK MINASSIANTZ, LFI, Valence ; MIETTON, AFPS et UJFP, Lyon ; Franck QUINTANEL, syndicaliste, AFPS 07/26, Valence ; Romain RIVET, LFI, Valence ; Justine ROUSSEL, LFI, Valence ; Régis ROUSSILLON, syndicaliste, Romans ; Martine SAGET, syndicaliste, AFPS ; Sakina SMATI, AFPS, Valence ; Anaïs GIORDANO, syndicaliste, Annonay ; Alain ARMENI, LFI, syndicaliste, Privas ; Marc Antoine SANGES, LFI / POI, syndicaliste, Creysseilles

Premiers syndicats et associations qui s'associent à cette exigence :

F.S.U. 26 — LDC LUTTE DE CLASSES Drôme et Ardèche — LP 07-26 — DÉTER CITÉ

NOM prénom		
ville		
organisation(s)		
MAIL en **MAJUSCULES**		
portable		
signature publique (OUI / NON)	☐ OUI, à publier ☐ NON, seulement à décompter	
établissement scolaire ***(si concerné ou en relation)***		

A scanner, ou remplir ce formulaire dans le PDF, et retourner à
contrelaguerre-0726@proton.me // ou Pierrik LE GUENNEC, 8 rue Marcellin Berthelot – 26000 VALENCE
Informations nationales et internationales : https://contrelaguerre.fr/
Information Drôme / Ardèche : https://cmi0726.noblogs.org/contre-la-guerre-07-26/